Analyse des contributions reçues

Les seize contributions reçues émanent pour 6 d'entre elles d'associations. L'ensemble des contributions figure en annexe à la présente note, si bien que le lecteur pourra s'y référer en cas de besoin. Les modifications induites par ces observations figurent en encadré dans le texte ci-après, de façon à les identifier facilement.

En préambule, il convient de rappeler que la consultation lancée avait pour objet de s'assurer que les enjeux patrimoniaux et paysagers avaient été correctement décrits dans les études « Outil de connaissance patrimoniale et paysagère de l'éolien » qui venaient d'aboutir, à savoir celles réalisées sur les départements franc-comtois et l'actualisation des études menées en Côte d'Or et dans la Nièvre.

Le texte affiché sur le site Internet n'était toutefois pas suffisamment précis quant à la limite de cette consultation, qui a ainsi mis en lumière les études antérieures portant sur les départements bourguignons, pour lesquelles des remarques ont également pu être formulées (identifiées par une * ci-après).

Un certain nombre des remarques émises portent sur des considérations générales relatives à la place de l'éolien dans la transition énergétique, et à son développement. Celles-ci étant sans lien direct sur l'objet de la consultation ne sont pas évoquées ci-après. Seules sont analysées ci-dessous les remarques traitant des documents produits.

Au regard des études concernées par ces observations, celles-ci se répartissent de la manière suivante :

Études	Nombre de contribution
Côte d'Or *	5
Doubs	2
Jura	1
Nièvre *	2
Haute-Saône	1
Saône-et-Loire *	2
Yonne *	2
Territoire de Belfort	0
Générique	3

Les remarques formulées peuvent se classer ainsi :

Remarques propres à la méthode suivie :

- Critiques de l'analyse multi-critères
- Critiques des hauteurs/distances prises en considération pour les visualisations
- Déconnexion entre 2 unités paysagères voisines
- Classement identique de tous les MH
- Recensement incomplet des points de vue remarquables
- Caractère abstrait d'une telle étude
- Pertinence d'une carte de synthèse « additionnant » les enjeux
- Choix du prestataire pour réaliser l'étude
- Pertinence du titre des études, terminologie de la classification

- Incidence de l'actualisation de la méthodologie sur le département de la Côte d'Or

Remarques liées à certaines unités paysagères :

- Critiques sur l'appréciation et analyse de l'unité paysagère Nord Chatilonnais (Côte d'Or)*
- Critiques sur la prise en compte de la vallée de l'Ouche, ne figurant pas parmi les sites emblématiques (unité paysagère « La Montagne » (Côte d'Or)*
- Considérations sur l'unité paysagère « Plateau et vallées d'Othe » (Yonne)*
- Insuffisance de prise en compte des châteaux de Bournel et Montby -unité paysagère « Entre Baume-les-Dames, Rougement et Arcey » (Doubs)
- Critique sur l'appréciation de l'unité paysagère « Pays de Bourguignon-les-Morey » (Haute Saône) ayant évolué au cours de l'étude
- Recensement des points de vue incomplet sur l'unité paysagère du premier plateau (Jura) parking de la fruitière à Plasne, vue depuis le château de Mirebel, panoramas de Crançot et de Sermu, ainsi que ceux de Château-Chalon/Menetru.

Les observations recueillies de nature à compléter la description des unités paysagères des dernières études réalisées sont prises en compte de la manière suivante :

- Étude du Doubs : Les châteaux de Bournel et de Montby sont repérés sur la carte de l'unité paysagère dans laquelle ils s'inscrivent, ils sont évoqués dans le texte décrivant les enjeux patrimoniaux et illustrés par deux photographies. Aucune modification n'est donc apportée au document déjà établi dans la description de l'unité paysagère. Le document est toutefois complété par la liste de tous les MH du département, qui est jointe en annexe.
- Étude de la Haute-Saône : La classification des unités paysagères repose en partie sur l'appréciation de la reconnaissance sociale de ces dernières, et reflète ainsi une certaine hiérarchie des unités paysagères les unes par rapport aux autres, appréciée localement par les acteurs départementaux. Dans le cas de l'évaluation portée sur l'unité du « Pays de Bourguignon-les-Morey », celle-ci a effectivement été réajustée au cours de l'étude, conformément à l'appréciation partagée par les membres du groupe de travail. La classification globale des différentes unités paysagères du département en résultant a ainsi semblé plus cohérente aux participants et n'est pas modifiée. En revanche, une reformulation du texte sur le panorama de la Montagne de la Roche en page 57 (notamment vue portant sur plusieurs **centaines de** kilomètres) a toutefois été intégrée et le document modifié en conséquence. Le document est également complété par la liste de tous les MH du département, qui est jointe en annexe.
- Étude du Jura : Quel que soit le département, il n'existe pas de recueil exhaustif des panoramas et points de vue, et ceux répertoriés peuvent donc être incomplets, ce qui est le cas puisque la contribution reçue identifie 7 points de vue non indiqués. Le document est donc complété avec les indications correspondantes au sein des 2 sous-unités paysagères 6.1 « Plateau des Moidons » et 6.2 « Plateau lédonien » et les points correspondants qui n'y figureraient pas reportés sur la carte récapitulant les belvédères page 104. Le document est en outre complété par la liste de tous les MH du département, qui est jointe en annexe.
- Étude du Territoire de Belfort : Comme pour les autres études, le document est complété en annexe par la liste de tous les MH du département.

Par ailleurs, une modification est apportée dans la rédaction décrivant le principe de calcul qui figure dans les études d'actualisation pour la Côte d'Or et Nièvre, de façon à avoir une formulation identique à celles figurant dans les autres études.

Concernant les critiques formulées à l'égard de la méthodologie suivie, les précisions suivantes peuvent être apportées :

- Les enjeux paysagers et patrimoniaux sont des enjeux fondamentaux au regard du développement de l'éolien, et il semblait important de disposer d'une analyse globale dans ce domaine, avec toutes les difficultés que cela comporte pour appréhender une réalité complexe.
- La méthodologie à l'origine de ces études a été initiée en 2008, et a évolué au rythme des différentes études. Si les études initiales ne retenaient que certains monuments eux-mêmes hiérarchisés (ce qui reflétait la reconnaissance implicite de la notoriété plus ou moins importante des différents MH, au-delà de leur simple classement classé ou inscrit), les services en charge du patrimoine n'ont pas souhaité qu'il en soit de même pour les autres études, dans la mesure où un tel classement ne correspondrait à aucune protection réglementaire. Si une telle démarche peut être considérée comme conduisant à une certaine « banalisation » des monuments, un classement sélectif pourrait exclure de l'analyse des monuments bénéficiant pourtant d'un niveau de protection. C'est ce qui explique l'actualisation des études les plus anciennes où une telle hiérarchisation avait été mise en œuvre. Il est à cet égard logique que les cartes en résultant soit différentes de celles précédemment établies.
- La sémantique a également été revue au fur et à mesure. Le titre des premières études « Outil de cohérence » s'est ainsi mué en « Outil de connaissance », plus conforme au produit obtenu qui est de faire l'inventaire des éléments clés du patrimoine paysager et patrimonial des différentes unités paysagères. La notion de « compatibilité » a fait place à celle de « sensibilité », plus conforme à la réalité qui montrait un développement de l'éolien loin d'être uniquement cantonné aux seuls secteurs jugés plutôt compatibles. Toutefois, il convient à cet égard de ne pas confondre impact et sensibilité (l'impact étant relatif à un projet éolien en particulier alors que la sensibilité fait référence aux caractéristiques paysagères et patrimoniales d'une unité paysagère)
- Ces études ne constituent qu'un éclairage et ne doivent pas être considérées comme « LA référence », mais comme un outil de connaissance qui présente une analyse à l'échelle d'un département, sans viser un projet éolien en particulier. Certains commentaires critiquent la pertinence d'une carte de synthèse qui combine hiérarchisation des unités paysagères, périmètre de sites patrimoniaux et zones de visibilité, mais cette carte n'est qu'une de celles qui figurent dans le rendu de l'étude. Un participant à l'une des réunions tenues pour l'élaboration de ces études faisait remarquer que la méthodologie conduisait à une sur-représentation des enjeux liés aux MH, lesquels contribuent à la reconnaissance sociale d'une unité paysagère et donc au classement de l'unité paysagère (carte n°1), à la définition et délimitation des sites (carte n°2) et bien sûr à leur visibilité (carte n°3).
- Concernant les paramètres pris en compte pour les études de visibilité des MH, il est précisé sur la page d'accueil des études sur le site Internet de la DREAL, « *les paramètres retenus pour les calculs de visibilité (rayon de 15 km, éolienne de 150 m), lesquels sont en deçà des valeurs réelles (une éolienne reste visible au-delà de 15 km, les projets actuels voisinent 200 m voire plus), autorisent une différenciation du territoire que des hauteurs ou rayons plus grands n'auraient pas permis....* ». L'objectif de ce volet de l'étude est bien de discriminer le territoire, pas de rendre compte de la visibilité effective des éoliennes. Au regard des éoliennes actuelles, la différence de hauteur concerne essentiellement la partie visible des pales, la hauteur de 150 m correspondant globalement à la partie fixe des éoliennes, c'est-à-dire le mât jusqu'à la nacelle. Si une éolienne plus haute sera effectivement plus visible, ce sera donc ou de plus loin (et donc avec une perception diminuée du fait de la distance) ou alors la partie sommitale de l'éolienne, et donc ses pales (du fait du relief à proximité de l'observateur masquant une partie de l'éolienne). Dans ce dernier cas, les conditions précises d'observation (bâti, couvert végétal) à proximité du site d'observation prennent une importance forte dans l'appréciation de l'impact visuel des éoliennes. On peut donc considérer que la hauteur de 150 m constitue un indicateur représentatif de la prégnance des éoliennes.

Compte-tenu de la récurrence des observations relatives à la hauteur prise en compte pour ces études de visibilité, le bureau d'études a proposé de réaliser un nouveau calcul avec des éoliennes de 200 m et une prise en compte du couvert végétal (à travers les données Corine Land Cover) pour l'ensemble des 8 départements, dont les cartes résultantes sont rassemblées dans un nouveau document complémentaire.

- Au regard de la critique d'une appréciation différente entre deux unités voisines (telles les 2 rives de la vallée de l'Ognon), la page d'accueil des études sur le site Internet de la DREAL précise : *« la sensibilité des unités paysagères intègre des enjeux notamment touristiques propres à chaque département, et ont fait intervenir des participants locaux. Ceci peut ainsi conduire à une appréciation différente d'un même ensemble paysager entre deux départements voisins. Les sensibilités obtenues sont donc relatives au département et non absolues »*.

Deux contributions soulèvent la légitimité du prestataire chargé de ces études, impliqué par ailleurs dans des études de projets éoliens. Cette remarque n'appelle pas de modification des documents, lesquels ont été rédigés sous le contrôle des participants des différents comités de pilotage. À aucun moment dans l'élaboration de toutes ces études, l'indication d'un projet éolien, présent ou à venir, n'est venue modifier l'appréciation qui pouvait être portée sur les unités paysagères.

Concernant les remarques portant sur les unités paysagères des études terminées depuis plusieurs années (10 ans pour celle de la Côte d'Or), aucune modification des documents correspondants ne sera effectuée.